# **Aider les femmes à lutter contre la violence fondée**

Aide financière à paiement unique pour les femmes victimes de violence sexiste (Loi organique 1/2004)

Le but de ces subventions est de soutenir les femmes victimes de violence qui n'ont pas de revenus et qui ont du mal à trouver un emploi.

Une assistance à paiement unique sera accordée, ajustable en fonction des responsabilités familiales et/ou du handicap de la victime et/ou de l'un des membres de sa famille.

Bénéficiaires

Femmes victimes de violences basées sur le genre

Exigences

1. Ne pas avoir déjà bénéficié de cette même aide, même si le demandeur pouvait apporter de nouvelles preuves d'une situation de violence fondée sur le genre.
2. Faites en sorte que le titre qui accrédite la situation de violence sexiste soit en vigueur.
3. Être résident de n'importe quelle municipalité de la Communauté de Madrid.
4. Manque de revenus qui, sur une base mensuelle, dépassent 75 pour cent du salaire minimum interprofessionnel, à l'exclusion de la part proportionnelle de deux paiements extraordinaires.
5. Vous rencontrez des difficultés particulières pour obtenir un emploi, qui sera accrédité par le biais d'un rapport du service public de l'emploi, qui doit répondre aux exigences énoncées à l'article 6 et doit être conforme aux réglementations de l'État régissant les exigences techniques auxquelles ledit rapport doit répondre.

Documentation à soumettre

1. Demande. Cliquez sur TRAITER pour accéder à l'espace de traitement où se trouve le formulaire en ligne.
2. De la documentation. Les documents que vous devez fournir et les informations que la Communauté de Madrid peut consulter sont indiqués.

Documents fournis avec la demande :

1. Accréditation de la situation de violence sexiste.
2. Permis de séjour et/ou de travail, le cas échéant.
3. En cas de descendance au premier degré, livret de famille et/ou certificat de naissance.
4. Le cas échéant, une décision judiciaire définitive sur la tutelle.
5. En cas de placement en famille d'accueil, certificat délivré par la Commission de tutelle des mineurs.
6. Le cas échéant, accord ou décision judiciaire énonçant l'obligation alimentaire.
7. Preuve du revenu mensuel (fiche de paie, certificat de pension ou compte de résultat) du demandeur et des membres de la famille à charge, le cas échéant.
8. Le cas échéant, un document de santé de la sécurité sociale reconnaissant le statut de bénéficiaire du membre de la famille par rapport à la personne demandant l'aide.
9. De plus, si le demandeur a des membres de sa famille à charge ayant atteint l'âge légal, ils doivent remplir l' « Annexe sur la famille ».

La Communauté de Madrid consultera, par voie électronique, les données des documents suivants, sauf si vous vous y opposez de manière motivée, auquel cas vous devez les fournir :

1. DNI/NIE.
2. Certificat d'enregistrement.
3. Certificat d'invalidité délivré par la Communauté de Madrid.   
   Si le handicap a été reconnu dans une autre communauté autonome, il doit être fourni avec la demande d'aide.
4. Rapport du service public de l'emploi.
5. Certificat, délivré par la Direction générale du cadastre, prouvant la propriété ou la non-propriété d'un bien immobilier.

N'oubliez pas que vous êtes responsable de la véracité des documents que vous soumettez.

Soumission des candidatures

Cette procédure peut être traitée électroniquement ou en personne. Si vous optez pour le dépôt électronique, vous devez disposer [**de l'un des systèmes de signature électronique reconnus par la Communauté de Madrid**](https://sede.comunidad.madrid/guia-administracion-electronica#requisitos).

Pour soumettre la demande, cliquez sur TRAITER, accédez à l'espace de traitement et procédez comme suit :

1. Préparez la documentation et/ou les pièces jointes que vous allez fournir avec la demande.
2. Cliquez sur REMPLIR et accédez au formulaire en ligne. Si vous n'avez pas fini de le remplir, vous pourrez le récupérer ultérieurement en accédant au localisateur qui apparaîtra à l'écran et que vous devrez enregistrer.
3. Sélectionnez l'une des deux options suivantes :   
   1. Soumission électronique : cliquez sur ENVOYER POUR VOUS INSCRIRE. Sur l'écran suivant, vous pouvez joindre le reste des documents qui accompagnent la demande.
   2. Présentation en face à face : cliquez sur TÉLÉCHARGER LE FORMULAIRE. Vous pouvez télécharger le formulaire rempli au format PDF et, avec le reste des documents, le soumettre ultérieurement en personne aux [**endroits prévus à cet effet, sauf si vous êtes**](https://www.comunidad.madrid/servicios/informacion-atencion-ciudadano/red-oficinas-comunidad-madrid) [**obligé de vous connecter électroniquement à**](https://sede.comunidad.madrid/sites/default/files/ADEL/ckeditor/ADEL%20Texto%20gen%C3%A9ricos/ADEL_obligados%20a%20relacionarse%20electr%C3%B3nicamente%20con%20AAPP.pdf) l'administration.
4. Dans le cas d'une présentation en face à face, pensez à vérifier s'il est nécessaire de demander [**un rendez-vous**](https://www.comunidad.madrid/servicios/informacion-atencion-ciudadano/cita-previa-oficinas-registro-atencion-ciudadano) au bureau d'enregistrement et de service aux citoyens qui vous intéresse.

Si vous sélectionnez la notification électronique comme moyen de notification, l'unité de traitement vous enverra des notifications via le [**système de notification électronique de la Communauté de Madrid**](https://sede.comunidad.madrid/guia-administracion-electronica#notificaciones). Pour ce faire, vous devez avoir activé une adresse e-mail dans ce service. Pour vous inscrire, cliquez sur l'[**accès au service NOTE**](https://gestiona3.madrid.org/auto_login/acceso.jsf?s=NOTE&ss=PRIVADO&pass=9F6FE21F6C37B9D47C434FC195D45D84&ok=aHR0cHM6Ly9nZXN0aW9uYTMubWFkcmlkLm9yZy9ub3RlX3B1YmxpYy9pbmRleC5odG1s).

Une fois la demande enregistrée, le [**service de consultation de l'état des fichiers est activé à partir duquel**](https://sede.comunidad.madrid/guia-administracion-electronica#expedientes) vous pouvez :

* fournir des documents et envoyer des communications relatives à votre candidature et
* vérifiez l'état de votre traitement.

Pour plus d'informations, consultez le [**Guide de traitement électronique**](https://sede.comunidad.madrid/guia-tramitacion-electronica).

Informations supplémentaires

[**Pour plus d'informations relatives à cette procédure, vous pouvez contacter le courrier électronique générique gestionvvg@madrid.org**](mailto:gestionvvg@madrid.org)

Traitement

La procédure d'octroi de l'aide sera celle de l'octroi direct, la Direction générale compétente en matière d'égalité étant l'organe chargé de l'instruction et de la gestion.

L'étude des demandes sera effectuée dans l'ordre de leur inscription dans le registre de l'organisme compétent pour les traiter.

L'organe d'enquête formulera une proposition de résolution tous les deux mois, en accumulant toutes les demandes soumises depuis la dernière proposition de résolution.

Les demandes soumises qui n'ont pas pu être résolues à la date de clôture de l'exercice correspondant seront prises en compte au cours de l'exercice suivant, et elles seront résolues selon les termes et conditions définis dans les réglementations réglementaires.

L'ordre de priorité est celui établi dans l'ordre d'inscription des demandes dans le registre de l'organisme compétent pour les traiter.

Si, après examen de la demande et des documents soumis, ceux-ci s'avèrent incomplets ou défectueux, le demandeur devra, dans les dix jours, corriger le manque ou accompagner les documents obligatoires, en indiquant que, dans le cas contraire, elle sera considérée comme retirant sa demande, par résolution.

Le responsable du département chargé des questions d'égalité décidera, au moyen d'un ordre motivé et individualisé.

Réglementation

* Arrêté 2739/2022, du 28 novembre, du ministère de la famille, de la jeunesse et de la politique sociale, approuvant les règles réglementaires pour l'octroi direct d'une aide financière à paiement unique énoncées à l'article 27 de la loi organique 1/2004, du 28 décembre, sur les mesures de protection complètes contre la violence sexiste ([**BOCM**](https://www.bocm.es/boletin/CM_Orden_BOCM/2022/12/02/BOCM-20221202-22.PDF) n° 287, du 2 décembre).
* Loi 5/2005, du 20 décembre, globale contre la violence sexiste dans la Communauté de Madrid ([**Journal officiel de l'État » n° 52, du 2 mars**](https://boe.es/buscar/act.php?id=BOE-A-2006-3667&p=20180628&tn=2) 2006)
* Loi organique 1/2004, du 28 décembre, sur les ­ mesures de protection complètes contre la violence sexiste ([**Journal officiel de l'État n° 313 du 29 décembre 2004)**](https://www.boe.es/buscar/act.php?id=BOE-A-2004-21760).

Organisme responsable

Conseil en matière de famille, de jeunesse et d'affaires sociales

Conseillère adjointe pour la famille, la jeunesse et les affaires sociales

Direction générale de l'égalité

**BOM EN CM**

BULLETIN OFFICIEL DE LA COMMUNAUTÉ DE MADRID

B.O.C.M. N° 287 VENDREDI 2 DÉCEMBRE 2022

I. COMMUNAUTÉ DE MADRID

C) Autres dispositions

Conseil en matière de famille, de jeunesse et de politique sociale

1. ORDONNANCE 2739/2022, du 28 novembre, du ministère de la famille, de la jeunesse et de la politique sociale, qui approuve les règles réglementaires pour l'octroi direct d'une aide financière à paiement unique énoncées à l'article 27 de la loi organique 1/2004, du 28 décembre, sur les mesures de protection complètes contre la violence sexiste.

La loi organique 1/2004 du 28 décembre sur les mesures de protection complètes contre la violence sexiste établit dans son article 27 le droit de recevoir une aide financière pour les femmes victimes de violence sexiste qui ont un certain niveau de revenus, et en ce qui concerne celles qui sont présumées avoir des difficultés particulières à obtenir un emploi en raison de leur âge, de leur manque de formation générale ou spécialisée ou d'autres circonstances sociales. La reconnaissance de ce droit subjectif vise à garantir l'un des principes directeurs de la loi organique, inclus dans l'article 2, lettre e), qui est de garantir les droits économiques des femmes victimes de violences basées sur le genre, afin de faciliter leur intégration sociale.

En outre, le paragraphe 3 de cet article 27 stipule que ces subventions, financées par les budgets généraux de l'État, seront accordées par les administrations compétentes dans le domaine des services sociaux.

Le statut d'autonomie de la Communauté de Madrid stipule dans son article 26.1.3, comme compétence exclusive, la réglementation de la procédure administrative dérivée des spécialités de sa propre organisation, et dans son article 26.1.25, la compétence exclusive en matière de promotion de l'égalité à l'égard des femmes, qui garantit leur participation libre et effective au développement politique, social, économique et culturel.

Par le décret 42/2021 du 19 juin du président de la Communauté de Madrid, qui établit le nombre et la dénomination des conseils de la Communauté de Madrid, le ministère de la Famille, de la Jeunesse et de la Politique sociale est créé.

Le décret 208/2021, du 1er septembre, du Conseil d'administration, qui établit la structure organisationnelle du ministère de la Famille, de la Jeunesse et de la Politique sociale, inclut, dans son article 13, les pouvoirs de la Direction générale de l'égalité, y compris, en termes d'assistance aux victimes, de prévention et d'éradication de la violence sexiste, l'adoption de mesures visant à prévenir et à éradiquer toute manifestation de violence à l'égard des femmes, de leurs fils et des autres personnes qui dépendent d'eux, grâce à une coordination entre différentes administrations publiques afin d'atteindre un maximum d'efficacité et d'efficience dans la mise en œuvre de ces mesures.

La loi 5/2005 du 20 décembre, globale contre la violence sexiste de la Communauté de Madrid, consacre son article 18 au régime d'aide financière, établissant, dans sa section 1, la compétence de l'Organe pour l'égalité des chances entre les femmes et les hommes de la Communauté de Madrid pour le traitement de l'assistance à paiement unique prévue à l'article 27 de la loi organique 1/2004 du 28 décembre susmentionnée.

Conformément aux dispositions de l'article 4.5.b) de la loi 2/1995 du 8 mars sur les subventions de la Communauté de Madrid, à titre exceptionnel, les subventions dont l'attribution ou le montant est imposé par des réglementations légales peuvent être accordées directement.

L'objectif de la Communauté de Madrid est de fournir un soutien financier aux femmes victimes de violences basées sur le genre qui présentent des ressources insuffisantes et des difficultés particulières pour obtenir un emploi, afin de faciliter leur intégration sociale. Et la situation économique actuelle nécessite la mise en place de mécanismes agiles et urgents, qui permettent la réception rapide de l'aide par les bénéficiaires, en supprimant tout obstacle susceptible de nuire à l'efficacité de la gestion. Pour cette raison, il est nécessaire de proposer l'octroi direct de ces subventions pour permettre aux femmes victimes de violences basées sur le genre de bénéficier d'un soutien institutionnel immédiat, sans avoir à comparer les demandes, mais en respectant toujours les contrôles qui permettent de respecter les principes d'efficacité et d'efficience dans la gestion des dépenses publiques.

Página 75

|  |
| --- |
| BOCM-20221202-22 |

**BOM EN CM**

BULLETIN OFFICIEL DE LA COMMUNAUTÉ DE MADRID

Page 76 VENDREDI 2 DÉCEMBRE 2022 B.O.C.M. Numéro 287

De ce fait, et en utilisant les pouvoirs conférés par les dispositions en vigueur,

J'AI

Article 1

Objectif et validité

1. Le but de ces réglementations est de réglementer le régime juridique et la procédure d'octroi direct d'une aide financière à paiement unique définis à l'article 27 de la loi organique 1/2004 du 28 décembre sur les mesures de protection complètes contre la violence sexiste et dans les réglementations nationales publiées lors de sa mise en œuvre.
2. Cette commande sera effective indéfiniment, tant qu'il n'y aura pas de modification des réglementations nationales ou régionales pertinentes, auquel cas nous procéderons aux adaptations ou modifications appropriées.

L'article 2

Objectif de l'aide

1. L'objectif de l'aide financière visée dans cette ordonnance est de fournir un soutien financier aux femmes victimes de violence sexiste visées à l'article 1 de la loi organique 1/2004 du 28 décembre susmentionnée, pour lesquelles des ressources insuffisantes et des difficultés particulières pour obtenir un emploi sont prouvées, afin de garantir leurs droits économiques, afin de faciliter leur intégration sociale.
2. Ces aides consistent en un paiement unique, qui sera modulé en fonction des responsabilités familiales ou du degré de handicap de la victime ou de l'une des personnes à charge, ou des deux, conformément aux dispositions de l'article 8 du présent règlement.

L'article 3

Bénéficiaires

Les femmes victimes de violences basées sur le genre peuvent bénéficier d'une aide financière si, à la fois au moment du dépôt de la demande et lorsque l'aide prévue par ces réglementations a été accordée, la situation de violence sexiste a été reconnue dans les termes énoncés dans l'article suivant, et répond aux exigences suivantes :

1. Ne pas avoir déjà bénéficié de cette même aide, même si le demandeur pouvait apporter de nouvelles preuves d'une situation de violence fondée sur le genre.
2. Faites en sorte que le titre qui accrédite la situation de violence sexiste soit en vigueur.
3. Être résident de n'importe quelle municipalité de la Communauté de Madrid.
4. Manque de revenus qui, sur une base mensuelle, dépassent 75 pour cent du salaire minimum interprofessionnel, à l'exclusion de la part proportionnelle de deux paiements extraordinaires.
5. Vous rencontrez des difficultés particulières pour obtenir un emploi, qui sera accrédité par le biais d'un rapport du service public de l'emploi, qui doit répondre aux exigences énoncées à l'article 6 et doit être conforme aux réglementations de l'État réglementant les exigences techniques auxquelles ledit rapport doit répondre.

L'article 4

Accréditation de la situation de violence fondée sur le genre

Les situations de violence sexiste qui donnent lieu à la reconnaissance des droits régis par la loi organique 1/2004 du 28 décembre sur les mesures de protection complètes contre la violence sexiste doivent être accréditées par la victime, par l'un des moyens suivants :

1. Condamnation pour un crime de violence sexiste.
2. Ordonnance de protection en faveur de la victime.
3. Une décision de justice accordant une mesure conservatoire en faveur de la victime.
4. Rapport du ministère public indiquant que certains éléments indiquent que la plaignante est victime de violences basées sur le genre.
5. Accréditation administrative selon un modèle commun approuvé lors de la Conférence sectorielle sur l'égalité, relatif à l'accréditation des situations de violence sexiste,

|  |
| --- |
| BOCM-20221202-22 |

**BOM EN CM**

BULLETIN OFFICIEL DE LA COMMUNAUTÉ DE MADRID

B.O.C.M. N° 287 VENDREDI 2 DÉCEMBRE 2022

délivré conformément à l'article 23 de la loi organique 1/2004 du 28 décembre sur les mesures de protection complètes contre la violence sexiste et dans le but de recevoir une assistance à paiement unique en vertu de l'article 27 de la loi organique susmentionnée.

1. Diplôme habilitant délivré conformément à l'article 31 de la loi 5/2005 du 20 décembre, globale contre la violence sexiste dans la Communauté de Madrid.

L'article 5

Détermination des revenus

1. Aux fins de déterminer l'écart de revenu requis, seuls les revenus ou les revenus que le demandeur a ou pourrait avoir à sa disposition pour obtenir de l'aide seront pris en compte, sans compter à cette fin le revenu ou le revenu des autres membres de la cellule familiale qui vivent avec la victime.
2. Si la demandeuse de l'aide a des responsabilités familiales, il sera entendu qu'elle répond à l'exigence de manque de revenus lorsque le revenu mensuel de l'ensemble de la cellule familiale, divisé par le nombre de membres qui la composent, ne dépasse pas 75 pour cent du salaire minimum interprofessionnel.
3. Tous les actifs, droits ou revenus mis à la disposition de la victime de violence fondée sur le genre provenant du capital professionnel, mobilier ou immobilier, y compris les augmentations d'actifs, les activités économiques et les avantages sociaux, à l'exception des allocations économiques de la sécurité sociale par enfant ou mineur à charge, sont considérés comme des revenus calculables.

Les rendements pouvant être déduits du montant économique des actifs seront également pris en compte, en appliquant à leur valeur 50 % du taux d'intérêt légal de l'argent en vigueur, à l'exception du logement habituellement occupé par la victime et des actifs dont les revenus ont été calculés.

1. Les revenus qui ne proviennent pas du travail et qui sont perçus pendant plus d'un mois seront comptabilisés à ces fins sur une base mensuelle.

L'article 6

Rapport du service public de l'emploi

1. Le rapport du service public de l'emploi compétent doit indiquer que les femmes qui sollicitent cette assistance, en raison de leur âge, de leur absence de formation générale ou spécialisée et de leur situation sociale, n'amélioreront pas sensiblement leur employabilité du fait de leur participation aux programmes d'emploi spécifiques établis pour leur intégration professionnelle.
2. À cette fin, lors de l'élaboration de l'itinéraire personnel d'emploi, chacun des facteurs mentionnés dans la section précédente sera évalué, ainsi que leur impact conjoint sur la capacité d'intégration professionnelle de la victime et sur l'amélioration de son employabilité.
3. Lors de l'évaluation de l'âge, il sera tenu compte des âges à partir desquels le service public de l'emploi, conformément à son expérience, peut déduire les difficultés d'entrée sur le marché du travail.
4. En ce qui concerne les circonstances liées à la préparation générale ou spécialisée de la victime, les cas dans lesquels les victimes n'ont pas suivi l'enseignement primaire obligatoire ou se trouvent dans une situation de grave manque de connaissances de base seront considérés, fondamentalement, les cas dans lesquels les victimes n'ont pas suivi l'enseignement primaire obligatoire ou se trouvent dans une situation de grave manque de connaissances de base.
5. L'évaluation des circonstances sociales portera sur celles liées à la situation de violence subie et à son impact sur la participation ou l'utilisation de programmes d'intégration, avec le degré de handicap reconnu, ainsi que sur toute autre circonstance qui, de l'avis du service public de l'emploi compétent, peut affecter l'employabilité de la victime.

L'article 7

Régime d'incompatibilité

1. L'aide prévue par ces réglementations sera compatible avec toutes celles prévues par la loi 35/1995 du 11 décembre sur l'aide et l'assistance aux victimes de crimes violents et de crimes contre la liberté sexuelle, ainsi qu'avec toute autre aide économique régionale ou locale accordée en raison de la situation de violence sexiste.

Página 77

|  |
| --- |
| BOCM-20221202-22 |

**BOM EN CM**

BULLETIN OFFICIEL DE LA COMMUNAUTÉ DE MADRID

Page 78 VENDREDI 2 DÉCEMBRE 2022 B.O.C.M. Numéro 287

Si le demandeur de cette aide a obtenu l'une des subventions prévues par la loi 35/1995, du 11 décembre, sur l'aide et l'assistance aux victimes de crimes violents et de crimes contre la liberté sexuelle, celles-ci doivent être considérées comme des revenus afin de prouver l'exigence d'absence de revenus énoncée aux articles 3, paragraphe d), et 5 du présent arrêté.

1. Conformément à l'article 18 de la loi 5/2005 du 20 décembre, globale contre la violence sexiste dans la Communauté de Madrid, indépendamment de la réception de cette aide, les bénéficiaires peuvent participer à des programmes d'intégration et de réintégration dans l'emploi conçus et mis en œuvre par la Communauté de Madrid.

Article 8

Montant de l'aide

1. Le montant de l'aide sera généralement équivalent à six mois d'allocation de chômage.
2. Lorsque la victime de violences basées sur le genre a des responsabilités familiales, le montant de l'aide sera équivalent à :
3. Douze mois d'allocation chômage, lorsque la victime était prise en charge par un membre de la famille ou un enfant placé en famille d'accueil.
4. Dix-huit mois d'allocations de chômage, lorsque la victime avait au moins deux membres de sa famille ou des enfants placés en famille d'accueil, ou un membre de la famille et un enfant en famille d'accueil.
5. Lorsque la victime de violence sexiste présente un degré de handicap officiellement reconnu égal ou supérieur à 33 %, le montant de l'aide sera équivalent à :
6. Douze mois d'allocations chômage, lorsque la victime n'avait aucune charge familiale.
7. Dix-huit mois d'allocations de chômage, lorsque la victime était à la charge d'un membre de la famille ou d'un enfant placé en famille d'accueil.
8. Vingt-quatre mois d'allocations de chômage, lorsque la victime avait au moins deux membres de sa famille ou des enfants placés en famille d'accueil, ou un membre de la famille et un enfant en famille d'accueil.
9. Lorsque la victime de violence sexiste dépend d'un membre de sa famille ou d'un enfant adoptif dont le degré de handicap officiellement reconnu est égal ou supérieur à 33 %, le montant de l'aide sera équivalent à :
10. Dix-huit mois de prestations de chômage, lorsque la victime s'occupait d'un membre de sa famille ou d'un enfant placé en famille d'accueil.
11. Vingt-quatre mois d'allocations de chômage, lorsque la victime avait au moins deux membres de sa famille ou des enfants placés en famille d'accueil, ou un membre de la famille et un enfant en famille d'accueil.
12. Lorsque la victime de violence fondée sur le genre ayant des responsabilités familiales ou le membre de la famille ou l'enfant adoptif avec lequel elle vit présente un degré de handicap officiellement reconnu égal ou supérieur à 65 pour cent, le montant de l'aide sera équivalent à vingt-quatre mois d'allocation de chômage.
13. Lorsque la victime de violence sexiste et le membre de la famille ou l'enfant adoptif avec lequel elle vit ont officiellement reconnu un degré de handicap égal ou supérieur à 33 pour cent, le montant de l'aide sera équivalent à vingt-quatre mois d'allocation chômage.
14. Aux fins des dispositions de ces règlements réglementaires, ceux inclus dans l'article 4 du décret législatif royal 1/2013, du 29 novembre, approuvant le texte consolidé de la loi générale sur les droits des personnes handicapées et leur inclusion sociale, ou les règlements qui le remplacent, seront considérés comme des personnes handicapées.
15. L'aide financière reconnue sera compatible avec le versement des pensions d'invalidité et de retraite de la sécurité sociale sous sa forme non contributive et ne sera en aucun cas considérée comme un revenu ou un revenu calculable aux fins de sa réception.

Article 9

Responsabilités familiales

1. Aux fins des dispositions de ces réglementations, il y aura des responsabilités familiales lorsque le demandeur est responsable d'au moins un membre de la famille, par consanité ou affinité jusqu'au deuxième degré inclus, avec lequel elle vit.

|  |
| --- |
| BOCM-20221202-22 |

**BOM EN CM**

BULLETIN OFFICIEL DE LA COMMUNAUTÉ DE MADRID

B.O.C.M. N° 287 VENDREDI 2 DÉCEMBRE 2022

Les membres de la famille mentionnés dans le paragraphe précédent ne sont pas considérés comme des personnes à charge dont les revenus sont supérieurs au salaire minimum interprofessionnel, à l'exclusion de la part proportionnelle de deux paiements extraordinaires.

1. Les responsabilités familiales doivent être satisfaites au moment de la demande, sauf dans le cas des enfants nés dans les trois cents jours. Dans ce cas, il sera nécessaire de revoir le montant de l'aide reçue pour l'adapter au montant qui lui aurait été dû si, à la date de la demande, ces responsabilités avaient été respectées.

À cette fin, le bénéficiaire doit signaler les circonstances de la naissance conformément à l'article 11.1.d), dans le mois suivant la survenance de l'événement causal.

À cet égard, l'organisme d'enquête formulera une proposition de résolution complémentaire, actualisant le montant de l'aide qui pourrait être approprié en réponse aux nouvelles circonstances, et cette nouvelle demande sera résolue dans les termes prévus à l'article 10 du présent arrêté.

1. Il sera entendu que la coexistence existe lorsqu'elle est interrompue pour des raisons liées à la situation de violence sexiste.

La cohabitation ne sera pas nécessaire lorsqu'il existe une obligation alimentaire en vertu d'un accord ou d'une décision judiciaire.

La cohabitation sera présumée, sauf preuve contraire, lorsque le statut des membres de la famille en tant que bénéficiaires des soins de santé de la sécurité sociale sera reconnu dans le document délivré au nom de la victime.

Article 10

Demandes

1. Les demandes d'assistance seront faites conformément au modèle figurant en annexe au présent arrêté et seront accompagnées, dans tous les cas, des documents énoncés dans l'article suivant.
2. Les demandes peuvent être soumises au registre général du Bureau chargé de l'égalité, ou à l'un des endroits établis à l'article 16.4 de la loi 39/2015, du 1er octobre, sur la procédure administrative commune des administrations publiques, et seront adressées à la direction générale compétente pour traitement. De même, la demande peut être soumise via le registre électronique du département responsable de l'égalité ou dans les autres dossiers électroniques de l'un des sujets visés à l'article 2.1 de la loi 39/2015 du 1er octobre sur la procédure administrative commune des administrations publiques, pour lesquels il est nécessaire de disposer de l'un des certificats électroniques reconnus ou qualifiés pour les signatures électroniques, opérationnels dans la Communauté de Madrid et émis par des fournisseurs inclus dans la « Liste de confiance des fournisseurs de services de certification » ou n'importe lequel autre système de signature électronique que la Communauté de Madrid considère comme valide selon les termes et conditions spécifiquement établis.
3. Les demandeurs d'aide peuvent recevoir des notifications administratives relatives à cette procédure par le biais du système de notification électronique, disponible sur le portail d'administration numérique. Point d'accès général, dont l'adresse est : https://www.comunidad.madrid/servicios/administracion-digital-punto-accesogeneral, si vous l'indiquez sur le formulaire de demande et que vous vous êtes enregistré dans le système.
4. La date limite de dépôt des candidatures sera ouverte à compter de l'entrée en vigueur du présent arrêté.

Article 11

Documentation

1. Les candidatures doivent être accompagnées des documents suivants :
2. Photocopie du document d'identité national (DNI), du numéro d'identité étranger (NIE) et, le cas échéant, du permis de séjour et/ou de travail de l'intéressé.

Le DNI et le NIE seront demandés par l'organisme compétent pour la gestion du dossier, par voie électronique, sauf opposition à la consultation, auquel cas la demande sera complétée conformément au modèle ci-joint et sera fournie par la partie intéressée.

1. Certificat d'enregistrement du demandeur. Ce certificat sera demandé par l'organisme compétent pour la gestion du dossier, par voie électronique

Página 79

|  |
| --- |
| BOCM-20221202-22 |

**BOM EN CM**

BULLETIN OFFICIEL DE LA COMMUNAUTÉ DE MADRID

Page 80 VENDREDI 2 DÉCEMBRE 2022 B.O.C.M. Numéro 287

Tronics, sauf opposition à la consultation, auquel cas la demande sera complétée conformément au modèle ci-joint et sera fournie par la partie intéressée.

1. Photocopie du document attestant la situation de violence fondée sur le genre, dans les termes définis à l'article 4.
2. Si le demandeur a des enfants à charge, une photocopie du livret de famille et/ou du certificat de naissance dûment traduits en espagnol et une décision judiciaire définitive sur la tutelle, le cas échéant.

Dans le cas d'un placement en famille d'accueil, un certificat délivré par la Commission de tutelle des enfants. Dans le cas d'enfants nés dans les trois cents prochains jours, comme indiqué à l'article 9, cette circonstance doit être prouvée en présentant par enregistrement une photocopie du livret de famille dans lequel le nouveau membre de la famille est inscrit ou, à défaut, un certificat de naissance, dans le mois suivant la survenance de l'événement causal.

1. Dans le cas où le demandeur a des enfants à charge, une photocopie de l'accord ou de la décision de justice contenant l'obligation alimentaire.
2. Preuve du revenu mensuel (photocopie du salaire, des certificats de pension ou, à défaut, déclaration responsable des revenus mensuels) du demandeur.
3. Déclaration de ne pas être un ancien bénéficiaire de l'aide réglementée par le présent arrêté, qui sera effective dès la signature de la demande.
4. Certificat, en cas de handicap du demandeur, délivré par le centre de base pour les soins aux personnes handicapées relevant du département responsable des affaires sociales. Ce certificat sera demandé par l'organisme compétent pour la gestion du dossier, par voie électronique, sauf opposition à la consultation, auquel cas la demande sera complétée conformément au modèle ci-joint et sera fournie par l'intéressé.

Lorsque le certificat a été délivré par une autre communauté autonome, il doit être fourni par l'intéressé en même temps que la demande d'assistance.

1. Certificat délivré par la Direction générale du cadastre prouvant la propriété ou la non-propriété des biens immobiliers du demandeur.
2. Dans le cas de responsabilités familiales :
   1. DNI/NIE. Ce document sera demandé par l'organisme compétent pour la gestion du dossier, par voie électronique, sauf opposition à la consultation, auquel cas le formulaire ci-joint sera rempli et fourni par le membre de la famille, le cas échéant.
   2. Certificat d'enregistrement du membre de la famille. Ce certificat sera demandé par l'organisme compétent pour la gestion du dossier, par voie électronique, sauf opposition à la consultation, auquel cas le formulaire ci-joint sera rempli et fourni par le membre de la famille, le cas échéant.
   3. Certificat, en cas de handicap du membre de la famille, délivré par le centre de base pour les soins aux personnes handicapées relevant du département responsable des affaires sociales. Ce certificat sera demandé par l'organisme compétent pour la gestion du dossier, par voie électronique, sauf opposition à la consultation, auquel cas la demande sera complétée conformément au modèle ci-joint et fournie par le membre de la famille.

Lorsque le certificat a été délivré par une autre communauté autonome, il doit être fourni par l'intéressé en même temps que la demande d'assistance.

* 1. Preuve du revenu mensuel du membre de la famille à charge (photocopie du salaire, des certificats de pension ou, à défaut, du compte de résultat responsable).
  2. Le cas échéant, une photocopie du document de santé de la sécurité sociale reconnaissant le statut de bénéficiaire du membre de la famille, par rapport à la personne demandant l'aide.

Les personnes intéressées seront responsables de la véracité des documents qu'elles soumettent.

1. Outre la documentation susmentionnée, la Direction générale chargée du traitement de l'aide à paiement unique procédera à la collecte, par voie électronique, du rapport du service public de l'emploi visé à l'article 6.

À ces fins, la Direction générale susmentionnée, à moins que le demandeur ne s'y oppose en remplissant la demande conformément au modèle inclus dans l'annexe du présent règlement réglementaire, effectuera directement auprès des services publics de l'emploi de la Communauté de Madrid les procédures menant à la délivrance de ce rapport.

|  |
| --- |
| BOCM-20221202-22 |

**BOM EN CM**

BULLETIN OFFICIEL DE LA COMMUNAUTÉ DE MADRID

B.O.C.M. N° 287 VENDREDI 2 DÉCEMBRE 2022

L'opposition à la consultation implique l'obligation pour la partie intéressée d'effectuer elle-même toutes les procédures et procédures menant à l'obtention de ce rapport auprès du service public de l'emploi.

1. La documentation requise dans le cadre de la procédure peut être jointe à la demande, mais les parties intéressées ont le droit de ne pas fournir de documents qui sont déjà en possession de l'administration par intérim ou qui ont été préparés par une autre administration.

L'administration par intérim peut consulter ou collecter ces documents, sauf si la partie intéressée s'y oppose, auquel cas la partie intéressée sera généralement tenue de fournir des copies des documents correspondants, conformément aux dispositions du 28.3 de la loi 39/2015 du 1er octobre.

En outre, des documents peuvent être fournis lors du traitement du dossier via le portail d'administration numérique. Point d'accès général, dont l'adresse est https://www.comunidad.madrid/servicios/administracion-digital-punto-acceso-general

Article 12

Traitement des fichiers

1. La procédure d'octroi de l'aide sera l'octroi direct, conformément aux dispositions de l'article 4.5.b) de la loi 2/1995, du 8 mars, sur les subventions de la Communauté de Madrid, à la Direction générale compétente en matière d'égalité, l'organe responsable de l'enseignement et de la gestion.
2. L'étude des demandes sera effectuée dans l'ordre de leur inscription dans le registre de l'organisme compétent pour les traiter. L'organe d'enquête formulera une proposition de résolution tous les deux mois, en accumulant toutes les demandes soumises depuis la dernière proposition de résolution.
3. Les demandes soumises qui n'ont pas pu être résolues à la date de clôture de l'exercice correspondant seront prises en compte au cours de l'exercice suivant, et elles seront résolues selon les termes et conditions définis dans ces réglementations réglementaires. L'ordre de priorité est celui établi dans l'ordre d'inscription des demandes dans le registre de l'organisme compétent pour les traiter.
4. Si, après examen de la demande et des documents soumis, ceux-ci s'avèrent incomplets ou défectueux, la requérante devra, dans les dix jours, corriger le manque ou accompagner les documents obligatoires, en indiquant que, dans le cas contraire, elle sera considérée comme retirant sa demande, après une résolution publiée conformément à l'article 21 de la loi 39/2015, du 1er octobre, sur la procédure administrative commune des administrations publiques.

L'article 13

Résolution du fichier

1. Le responsable du département chargé des questions d'égalité décidera, au moyen d'un ordre motivé et individualisé.

Le délai maximum de résolution et de notification de la résolution de la procédure ne peut pas dépasser trois mois à compter de la date d'inscription de la demande d'assistance dans le registre de l'organisme compétent pour résoudre le litige. L'expiration de cette période maximale sans publication d'une résolution autorise les parties intéressées à considérer que la demande d'octroi de la subvention est rejetée en raison du silence administratif.

1. Contre la résolution, qui met fin au processus administratif, une réintégration facultative peut être déposée auprès du responsable du département chargé de l'égalité, dans un délai d'un mois, ou, directement, un recours contentieux-administratif, dans les deux mois, à compter du jour suivant sa notification, conformément aux articles 123 et 124 de la loi 39/2015, du 1er octobre, sur la procédure administrative commune des administrations publiques, et aux articles 8, 10, 46 et articles concordants de la Loi 20/1998, du 13 juillet, réglementant Juridiction contentieuse et administrative.

L'article 14

Mode de paiement de l'aide

Le paiement de l'aide sera effectué, une fois qu'elle sera accordée, par le biais d'un abonnement unique.

Página 81

|  |
| --- |
| BOCM-20221202-22 |

**BOM EN CM**

BULLETIN OFFICIEL DE LA COMMUNAUTÉ DE MADRID

Page 82 VENDREDI 2 DÉCEMBRE 2022 B.O.C.M. Numéro 287

Article 15

Obligations des bénéficiaires

Les bénéficiaires de l'aide réglementée par ces règles réglementaires ont les obligations suivantes :

1. Communiquer à la Direction générale chargée de l'égalité l'obtention de subventions dans le même but, auprès de toute administration publique ou entité publique ou privée, nationale ou internationale, ainsi que toute modification des conditions prises en compte pour l'attribution.

À ces fins, toute modification des conditions prises en compte pour l'octroi et, dans tous les cas, l'obtention simultanée de subventions accordées par toute entité publique ou privée, nationale ou internationale, peut entraîner la modification de la subvention accordée, conformément aux dispositions de l'article 6.5 de la loi 2/1995 du 8 mars.

1. Les bénéficiaires sont tenus de fournir toutes les informations requises par le contrôleur général de la Communauté de Madrid, la Chambre des comptes de la Communauté de Madrid ou d'autres organismes compétents, et en particulier l'obligation d'assumer les extrêmes réglementés par l'article 12 de la loi 2/1995 du 8 mars sur les subventions de la Communauté de Madrid, en ce qui concerne l'exercice de la fonction de supervision. En outre, les bénéficiaires de l'aide réglementée par ces réglementations réglementaires sont soumis au contrôle financier de l'intervention générale de la Communauté de Madrid et de la Chambre des comptes de la Communauté de Madrid et d'autres organismes compétents, conformément au régime de contrôle des subventions réglementé par la loi 2/1995 du 8 mars.
2. Les bénéficiaires sont dispensés de prouver qu'ils sont à jour avec leurs obligations fiscales et envers la sécurité sociale, conformément à la section d) de l'article 3.1 de l'ordonnance 2532/1998, du 29 septembre, du ministère des Finances, réglementant l'obligation de prouver le respect des obligations fiscales et de la sécurité sociale par les bénéficiaires de subventions, d'aides publiques et de transferts de la Communauté de Madrid, étant donné qu'il s'agit de femmes qui n'ont pas leurs propres ressources économiques.

Article 16

Causes du remboursement

En cas de violation des dispositions de l'article 11 de la loi 2/1995, du 8 mars, sur les subventions de la Communauté de Madrid, et de l'article 37 de la loi 38/2003, du 17 novembre, sur les subventions générales, la subvention accordée sera remboursée, majorée des intérêts de retard, sans préjudice des autres obligations prévues par la loi.

Article 17

Infractions et sanctions

La Direction générale chargée de l'égalité peut engager une procédure de sanction lorsque, à la suite de l'examen du dossier, une infraction prévue à l'article 14 de la loi 2/1995 du 8 mars ainsi qu'au titre IV de la loi 38/2003 du 17 novembre, générale sur les subventions, a été commise.

Article 18

Protection des données personnelles

1. Les données personnelles des candidats et/ou de leurs représentants, fournies grâce à cette subvention, seront intégrées dans le traitement des données personnelles « Mesures de protection complètes contre la violence sexiste » conformément aux dispositions du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 et de la loi organique 3/2018 du 5 décembre sur la protection des données personnelles et la garantie des droits numériques ; ou dans la législation en vigueur tout le temps.
2. Le traitement des données personnelles est nécessaire pour gérer l'action éligible demandée, une mission d'intérêt public définie dans la loi 38/2003 du 17 novembre

|  |
| --- |
| BOCM-20221202-22 |

**BOM EN CM**

BULLETIN OFFICIEL DE LA COMMUNAUTÉ DE MADRID

B.O.C.M. N° 287 VENDREDI 2 DÉCEMBRE 2022

ainsi que dans la loi 2/1995 du 8 mars, sous la responsabilité de la Direction générale de l'égalité, rue Manuel de Falla, numéro 7, deuxième étage, à Madrid, et plus d'informations peuvent être trouvées sur https://comunidad.madrid/gobierno/informacion-juridica-legislacion/proteccion-datos

1. Selon les termes énoncés dans le registre des activités de traitement de la Communauté de Madrid pour l'activité de traitement « Mesures de protection complètes contre la violence sexiste », les données seront communiquées aux organes de cette administration et aux autres administrations dans le but indiqué, et leur conservation est nécessaire pour justifier et vérifier efficacement les dépenses subventionnées, ainsi que pour déterminer les responsabilités éventuelles qui pourraient en résulter.
2. Vous pouvez contacter le responsable de la protection des données à l'adresse protecciondatos-psociales@madrid.org ou à l'adresse postale Calle O'Donnell, numéro 50, Madrid. L'exercice des droits d'accès, de rectification, de suppression et des autres droits accordés par la réglementation en vigueur nécessitera une demande signée adressée à la partie responsable, « exercice des droits dans le domaine de la protection des données personnelles » par tout moyen accepté par la loi contenant une copie du DNI/NIE/équivalent ou consentant à votre consultation.

Article 19

Financement

Ces subventions seront entièrement financées par les budgets généraux de l'État, la Communauté de Madrid anticipant leur versement.

Les crédits budgétaires auxquels l'aide à paiement unique sera appliquée seront contractés dans le cadre du programme budgétaire de la Direction générale de l'égalité, programme 232B : Actions contre la violence sexiste et promotion de l'égalité des chances. Lignes de subvention/actions directes. Point 48399 Familles : autres actions. Aide à paiement unique en vertu de l'article 27 de la loi organique 1/20014 du 28 décembre.

DISPOSITION DÉROGATOIRE UNIQUE

L'ordonnance 218/2013 du 13 mars est abrogée, approuvant les règles réglementaires pour l'octroi direct d'une aide financière à paiement unique énoncées à l'article 27 de la loi organique 1/2004, du 28 décembre, sur les mesures de protection complètes contre la violence sexiste.

PREMIÈRE DISPOSITION FINALE

Supplémentaire

Les questions non expressément incluses dans cette ordonnance sont régies par les dispositions de la loi organique 1/2004, du 28 décembre, sur les mesures de protection complètes contre la violence sexiste ; par les règlements nationaux publiés lors de son élaboration ; par la loi 5/2005, du 20 décembre, sur les violences sexistes de la Communauté de Madrid ; par la loi 2/1995, du 8 mars, sur les subventions de la Communauté de Madrid, et par tout ce qui n'y est pas prévu, et en outre, par la loi 38/2003 de novembre 17, Subventions générales, à l'exception de ses préceptes de base, qui auront la priorité application en ce qui concerne les réglementations régionales sur les subventions.

DEUXIÈME DISPOSITION FINALE

Entrée en vigueur

Le présent arrêté entre en vigueur le jour suivant sa publication au Journal officiel de la Communauté de Madrid.

Madrid, le 28 novembre 2022.

Le conseiller pour la famille, la jeunesse et les politiques sociales,

MARIA CONCEPCIÓN DANCAUSA TREVIÑO

Página 83

|  |
| --- |
| BOCM-20221202-22 |

**BOM EN CM**

BULLETIN OFFICIEL DE LA COMMUNAUTÉ DE MADRID

Page 84 VENDREDI 2 DÉCEMBRE 2022 B.O.C.M. Numéro 287

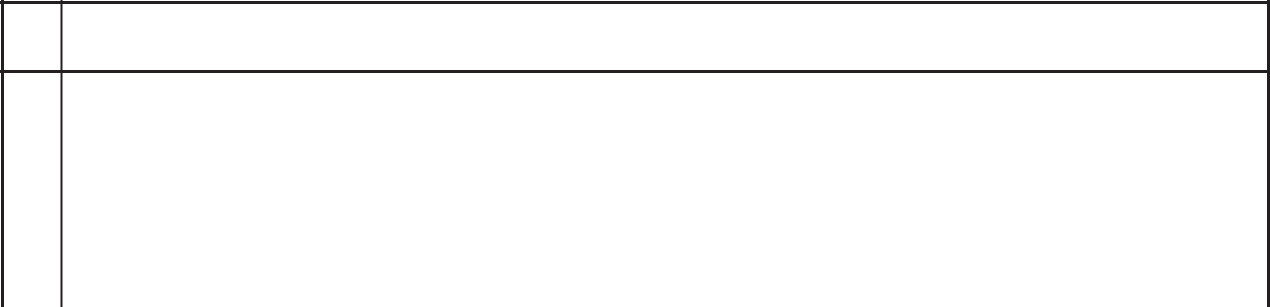


Étiquette de registre



|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  |  |  |  |  |  |  | Aide financière à paiement unique (article 27) | | | | | | | |  |
|  |  |  |  |  |  |  | Loi organique 1/2004, du 28 décembre, | | | | | | | |  |
|  |  |  |  | de mesures de protection complètes contre la violence fondée sur le genre | | | | | | | | | | |  |
| 1.- Données de la personne concernée | | | | | | | |  |  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| NIF/NIE | |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| Nom | |  |  |  |  |  | Nom de famille 1 |  |  |  |  |  | Nom de famille 2 |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| Type de route | |  |  |  |  |  |  | Nom de rue | | |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  | |  |  |  |  |  |  |
| Non /Kilomètre : | |  |  | Piso | |  |  | Puerta | | |  |  | Code postal |  |  |
|  |  |  |  |  | |  |  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| Province | |  |  |  |  |  |  | Municipalité | | |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| Autres données provenant de | | localisant | |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  | |  |  |  |  |  |  | |  |
| Courrier |  |  |  |  |  | Téléphone 1 | |  |  |  |  |  | Téléphone 2 |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
|  |  | |  | |  |  | |  | |  | |  |  |  |  |
| 2.- Données de la personne ou de l'entité représentante | | | | | | | | | | | | |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  | |  |  |  |  |
| NIF/NIE | |  |  |  |  |  |  |  |  | Motif | |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |  | Social/Entité | |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
|  | |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  | |  |
| Nom | |  |  |  |  |  | Nom de famille 1 |  |  |  |  |  | Nom de famille 2 |  |  |
|  | |  |  |  |  |  |  |  |  |  | | |  |  |  |
| Type de route | |  |  |  |  |  |  |  |  | Nom de rue |  | |  |  |  |
|  | |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  | |  | |  |
| Non /Kilomètre : | |  | Piso | |  |  |  |  |  | Puerta |  | | Code postal |  |  |
|  |  |  |  | | |  |  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  | |  |  |  |
| Province | |  |  |  |  |  |  |  |  | Municipalité |  | |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
|  | |  | |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| Autres données provenant de | | localisant | |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  | |  |  |  |  |  |  | |  |
| Courrier |  |  |  |  |  | Téléphone 1 | |  |  |  |  |  | Téléphone 2 |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| En qualité de | |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |

**3-**   **Média/représentant de notification**  intéressé (indiquez à qui vous souhaitez que la notification soit envoyée)



Je souhaite être informé par voie électronique (si vous sélectionnez cette option, vous devez avoir une adresse e-mail activée dans le système de notification électronique de la Communauté de Madrid) Vous pouvez vous inscrire en accédant à ce lien

Je souhaite être prévenu par courrier certifié

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  | Type de route | |  |  |  |  | Nom de rue | |  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
|  | Numéro |  |  |  | Bloque |  | Escalera |  |  | Piso |  | Puerta |  | Code postal |  |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
|  | Province |  |  |  |  |  |  |  |  | Municipalité |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |

|  |
| --- |
| BOCM-20221202-22 |

**BOM EN CM**

BULLETIN OFFICIEL DE LA COMMUNAUTÉ DE MADRID

B.O.C.M. N° 287 VENDREDI 2 DÉCEMBRE 2022 Page 85

4.- Données des descendants et autres personnes à charge :

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Nom et prénom | Date | de | Relation avec | Remarques |  |
| naissance |  | Le demandeur |  |
|  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |

5.- Documentation requise :

Documents fournis avec la demande

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| Accréditation de la situation de violence fondée sur le genre, dans les termes définis à l'article 4 du présent | □ |  |
| commande |  |
|  |  |  |
| Permis de séjour et/ou de travail, le cas échéant | □ |  |
|  |  |  |
| En cas de descendants au premier degré, livret de famille et/ou certificat de naissance | □ |  |
|  |  |  |
| Le cas échéant, décision judiciaire définitive sur la tutelle | □ |  |
|  |  |  |
| En cas de placement en famille d'accueil, certificat délivré par la Commission de tutelle des enfants | □ |  |
|  |  |  |
| Le cas échéant, accord ou décision de justice énonçant l'obligation alimentaire | □ |  |
|  |  |  |
| Preuve du revenu mensuel (fiche de paie, certificat de pension ou affidavit de revenu) provenant du | □ |  |
| le demandeur et les membres de sa famille à charge, le cas échéant. |  |
|  |  |  |
| Le cas échéant, un document de santé de la sécurité sociale reconnaissant le statut de | □ |  |
| bénéficiaire du membre de la famille par rapport à la personne demandant l'aide |  |
|  |  |  |
| Dans le cas de membres de la famille majeurs à charge, pièce jointe autorisant la consultation des données personnelles | □ |  |
|  |  |  |

La Communauté de Madrid consultera, par voie électronique, les données des documents suivants (\*) :

DNI/NIE

Certificat d'enregistrement

Certificat d'invalidité délivré par la Communauté de Madrid.

Si le handicap a été reconnu dans une autre communauté autonome, il doit être fourni avec la demande d'aide.

Rapport du service public de l'emploi

Certificat, délivré par la Direction générale du cadastre, prouvant la propriété ou la non-propriété d'un bien immobilier

|  |
| --- |
| BOCM-20221202-22 |

**BOM EN CM**

BULLETIN OFFICIEL DE LA COMMUNAUTÉ DE MADRID

Page 86 VENDREDI 2 DÉCEMBRE 2022 B.O.C.M. Numéro 287

* Vous pouvez vous opposer à la consultation pour des raisons que vous devez justifier. Dans ce cas, vous devez fournir la documentation dont vous vous opposez à la consultation (article 28.2 de la loi 39/2015 du 1er octobre sur la procédure administrative commune des administrations publiques). Tout cela sans porter atteinte au pouvoir de vérification de l'administration.
  + Je m'oppose à la consultation des données suivantes pour les raisons suivantes :

6.- Coordonnées bancaires pour le paiement, le cas échéant, de l'aide :

IBAN

Entité

Bureau

D.C.

Numéro de compte

Dans..., à... de... de...

SIGNANT

La signataire ci-dessus DÉCLARE : Que toutes les informations contenues dans cette demande sont vraies et qu'elle n'a PAS bénéficié de cette aide auparavant.

Vous pouvez consulter les informations relatives au devoir d'information pour la protection des données personnelles sur les pages suivantes

Conseil en matière de famille, de jeunesse et de politique sociale

DESTINATAIRE

Direction générale de l'égalité

|  |
| --- |
| BOCM-20221202-22 |

**BOM EN CM**

BULLETIN OFFICIEL DE LA COMMUNAUTÉ DE MADRID

B.O.C.M. N° 287 VENDREDI 2 DÉCEMBRE 2022 Page 87

AUTORISATION DE CONSULTER LES DONNÉES PERSONNELLES DES MEMBRES ADULTES DE LA FAMILLE

1.- Données de l'autorisateur :

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| NIF/NIE | |  |  |  |  |  |  |  |  | noms de famille | | |  |  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| Nom | |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  | |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| Direction | |  | Type de route | | |  |  |  | Nom de rue | | | |  |  |  |  |  | NUMÉRO |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| Passerelle |  |  |  | Piso |  |  | Puerta | |  |  | PC |  |  | Localité |  | Province |  | | |  |
|  |  |  |  | |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  | |  |  | |  |  |  | |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
|  |  | 2.- Données de procédure : | | | | | | | | | | |  |  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  | | | | | | | | | | | |  |
| Nom de la procédure | | | | | | |  | Aide financière à paiement unique (art. 27) Loi organique 1/2004, du 27 décembre, sur | | | | | | | | | | | |  |
|  | mesures de protection complètes contre la violence fondée sur le genre | | | | | | | | | | | |  |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |

Vous êtes informé que pour la gestion et la résolution de la procédure indiquée ci-dessus :

**La Communauté de Madrid consultera, par voie électronique, les données des documents suivants (\*)** :

DNI/NIE

Certificat d'enregistrement

Certificat d'invalidité délivré par la Communauté de Madrid.

Si le handicap a été reconnu dans une autre communauté autonome, il doit être fourni avec la demande d'aide.

* Vous pouvez vous opposer à la consultation pour des raisons que vous devez justifier. Dans ce cas, vous devez fournir la documentation à laquelle vous vous opposez à la consultation (article 28.2 de la loi 39/2015, du 1er octobre, sur la procédure administrative commune des administrations publiques) Le tout sans préjudice du pouvoir de vérification de l'administration.
* Je m'oppose à la consultation des données suivantes pour les raisons suivantes :

À Madrid, un... de...

Code : 22-20221202

|  |
| --- |
| - |

**BOM EN CM**

BULLETIN OFFICIEL DE LA COMMUNAUTÉ DE MADRID

Page 88 VENDREDI 2 DÉCEMBRE 2022 B.O.C.M. Numéro 287

Informations sur la protection des données Mesures de protection complètes contre la violence sexiste

* 1. Responsable du traitement de vos données
     + Responsable : **D.G. De Equality**
     + CONSEIL FAMILIAL, JEUNESSE ET POLITIQUE SOCIALE
     + **Siège social :** C/ Manuel de Falla, 7 - 2ème étage - CP. 28036 Madrid.
     + Responsable de la protection des données Contact : protecciondatos-psociales@madrid.org

1. Dans quelle activité de traitement mes données personnelles sont-elles incluses et à quelles fins seront-elles traitées ?

Mesures de protection complètes contre les violences basées sur le genre

Conformément aux dispositions du règlement (UE) 2016/679 sur la protection des données personnelles (RGPD), vos données seront traitées aux fins suivantes :

* + Fournir des soins complets de manière coordonnée afin de permettre la protection et l'autonomie des femmes victimes de violence sexiste, conformément aux dispositions de la loi 5/2005 sur la protection complète contre la violence sexiste de la Communauté de Madrid et de la loi organique 1/2004, du 28 décembre, sur les mesures de protection complètes contre la violence sexiste.
  + Contrôle automatique et manuel de la gestion des demandes d'aide financière à paiement unique inclus dans l'article 27 de la loi organique 1/2004, du 28 décembre, sur les mesures de protection complètes contre la violence sexiste. Gestion de l'intervention sociale, psychologique et juridique.
  + Assistance individuelle pour promouvoir l'autonomie des femmes victimes de violence sexiste qui ont été utilisatrices du réseau de centres pour femmes victimes de violence sexiste, approuvé par l'accord du Conseil d'administration de la Communauté de Madrid.
  + Subventions pour l'aide aux orphelins de victimes de violence sexiste, approuvées par l'accord du Conseil des gouverneurs de la Communauté de Madrid.

1. Quelle est la légitimité sur laquelle repose la légalité du traitement ?

Le traitement RGPD 6.1 c) est nécessaire au respect d'une obligation légale applicable au responsable du traitement.

Le cas échéant, RGPD 9.2.h) et RGPD 6.1.b).

Loi organique 1/2004, du 28 décembre, sur les mesures de protection complètes contre la violence sexiste.

Loi 5/2005, sur la protection complète contre la violence sexiste dans la Communauté de Madrid.

4. Comment exercer vos droits ? Quels sont vos droits lorsque vous nous communiquez vos données ?

Si vous le souhaitez, vous pouvez exercer vos droits d'accès, de rectification et de suppression des données, ainsi que demander que le traitement de vos données personnelles soit limité, vous y opposer, demander la portabilité de vos données, ainsi que ne pas faire l'objet d'une décision individuelle basée uniquement sur un traitement automatisé, y compris le profilage.

Conformément à la loi 39/2015, au RGPD et à la loi organique 3/2018, vous pouvez exercer vos droits par le biais de l'enregistrement électronique ou de l'enregistrement en face à face, ou dans les lieux et formulaires prévus à l'article 16.4 de la loi 39/2015, de préférence via le formulaire de demande « Exercice des droits concernant la protection des données personnelles ».

|  |
| --- |
| BOCM-20221202-22 |

**BOM EN CM**

BULLETIN OFFICIEL DE LA COMMUNAUTÉ DE MADRID

B.O.C.M. N° 287 VENDREDI 2 DÉCEMBRE 2022 Page 89

1. Traitements qui incluent des décisions automatisées, y compris le profilage, ayant des effets juridiques ou pertinents.

Ils ne sont pas exécutés.

6. Combien de temps garderons-nous vos données personnelles ?

Les données seront conservées aussi longtemps que nécessaire pour atteindre l'objectif pour lequel elles ont été collectées, ainsi que pendant la période au cours de laquelle des responsabilités légales peuvent survenir. Ils doivent également être conservés pendant les périodes établies dans les règlements sur les archives et le patrimoine documentaire de la Communauté de Madrid.

7. À quels destinataires vos données seront-elles communiquées ?

Organes de cette administration chargés du traitement et autres administrations/autorités publiques pour l'exercice de leurs pouvoirs légaux. Si nécessaire : forces et organes de sécurité de l'État/autorités judiciaires.

8. Droit de retirer le consentement donné pour le traitement à tout moment.

Ce traitement de données ne repose pas uniquement sur le consentement explicite. Si vous retirez votre consentement, cela n'affectera pas la légalité du traitement précédent, ni le respect des obligations légales applicables à la personne responsable.

9. Droit de déposer une plainte auprès de l'autorité de surveillance.

Vous avez le droit de déposer une plainte auprès de l'Agence espagnole de protection des données http://www.aepd.es si vous n'êtes pas satisfait du traitement de vos données personnelles. Vous pouvez également déposer une plainte préalable auprès du délégué à la protection des données.

10. Catégorie de données en cours de traitement.

Données d'identification, caractéristiques personnelles. Données académiques et professionnelles, détails de l'emploi. Données économiques, financières et d'assurance. Données spécialement protégées.

11. Source d'où proviennent les données.

Partie intéressée et entités du réseau de l'Observatoire régional de la violence sexiste.

12. Informations supplémentaires.

Vous pouvez consulter des informations supplémentaires et détaillées sur les informations et les réglementations applicables en matière de protection des données sur le site Web de l'Agence espagnole de protection des données http://www.aepd.es, ainsi que des informations sur le registre des activités de traitement.

(23/03/250/22)



http://www.bocm.es BULLETIN OFFICIEL DE LA COMMUNAUTÉ DE MADRID D.L. : M. 19.462-1983 ISSN 1989-4791



|  |
| --- |
| BOCM-20221202-22 |